

Le réseau EPI vit des évolutions majeures. C'est alors l'occasion de rappeler ce qu'il a pu apporter aux acteurs de la région avant de, dans le numéro suivant, donner des informations sur l'actuelle redéfinition de ses engagements.

L'EPI a vingt ans

Soizic Cayer
Directrice de l'EPI

L'Espace picard pour l'intégration en trois temps

1996 : création de l'association

Depuis sa création l'Espace picard pour l'intégration est un outil au service des acteurs locaux et s'appuie sur leurs ressources. Au fil des deux dernières décennies, l'association a su évoluer et s'adapter aux transformations urbaines et sociales pour être en accord avec les réalités de terrain.

Lors de sa genèse, en 1996, le réseau Espace picard pour l'intégration avait pour objectif de favoriser l'intégration sociale, culturelle et professionnelle des populations étrangères ou issues de l'immigration. Ceci, en regroupant, à l'échelle régionale, les acteurs qui par leurs pratiques associatives ou fonctions institutionnelles, œuvraient dans ce champ. Outre le besoin de se rassembler à l'échelle régionale, l'EPI est né d'une volonté commune de proposer un nouvel outil permettant d'acquérir une connaissance plus fine des populations issues de l'immigration, d'éveiller l'opinion publique à leurs problèmes, de valoriser leurs potentialités et les initiatives les concernant.

2002-2016 : centre de ressources politique de la ville

En 2002, l'EPI élargit et dynamise son champ d'action en devenant l'un des vingt centres de ressources politique de la ville (CRPV) labellisés de France. À partir de cette date, l'association régionale a pour missions principales de quali-



fier les acteurs œuvrant dans le champ de la politique de la ville et de l'intégration (associations, services de l'État, collectivités territoriales, élus, bailleurs sociaux, chercheurs, habitants...), valoriser les expertises, susciter la réflexion et diffuser l'information. Pour cela, nous comptons avec le soutien de l'État, du Commissariat général à l'égalité des territoires, du conseil régional des Hauts-de-France et, depuis cette année, de la Caisse des dépôts et consignations.

Pour mettre en place ses missions, les bénévoles et les salariés ont uni leurs forces afin de faire de l'EPI un outil de référence s'adressant aux acteurs des quartiers populaires. L'EPI est également reconnu comme tête de réseau associative des quartiers prioritaires, depuis sa création. L'association, qui a généralement disposé d'une équipe salariée de trois personnes, est actuellement composée de Soizic Cayer, directrice, et de Nelly Salé, secrétaire. Le poste de chargé de mission est actuellement vacant. Les bénévoles apportent une vision politique, historique, territoriale et régionale.

2016-2017 : une évolution majeure

L'année 2016 est marquée par une nouvelle géographie régionale. Ainsi, il n'est pas envisageable pour le Commissariat général à l'égalité

suite p. 2

Vous voulez participer à cette revue, réagir à un article, nous proposer une contribution, n'hésitez pas à nous contacter !
(nos coordonnées en page 3)

Sommaire

L'EPI a vingt ans

- L'Espace picard pour l'intégration en trois temps 1
- Les actions fortes de l'EPI en 2015-2016 2

Actualité

- Table de quartier : expérimentation à Étouvie (Amiens) 3
- Mémoires d'ici pour là-bas 4
- Saint-Lucien raconte Saint-Lucien 5

Dossier

Les échanges interculturels

- Enjeux de l'articulation entre éducation et culture 6
- Les échanges interculturels méditerranéens et leur participation à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté 6
- Le réseau des écoles associées de l'UNESCO, un instrument pour l'éducation au dialogue et à la diversité culturelle 7

Dossier Les échanges interculturels

Page 6

des territoires qu'il y ait deux centres de ressources politique de la ville au sein de la région Hauts-de-France.
L'EPI va donc vivre une évolution majeure, évolution sur laquelle nous reviendrons dans le numéro suivant d'*Intersens*.

Les actions fortes de l'EPI en 2015-2016

Pour avoir une vision concrète des missions allouées à un centre de ressources nous proposons un retour sur les actions phares mises en place par l'EPI en 2015-2016. Les activités du centre de ressources sont réparties autour de trois axes principaux :

- la qualification et la mise en réseau des acteurs ;
 - la capitalisation et la diffusion d'informations ;
 - l'accompagnement de projets, des associations et des collectivités territoriales.
- Les deux premiers axes sont développés ci-après.

Axe 1 : qualification et mise en réseau des acteurs

Séminaire « évaluation participative en politique de la ville »

Entre janvier et juin 2015, ce sont quelque 70 acteurs picards qui ont mené une réflexion sur la mise en place de l'évaluation par les professionnels et les effets de cette démarche sur les pratiques.

Sous forme de séminaire régional, nous avons créé un partenariat avec l'université de Picardie Jules-Verne (UPJV) et le Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique (CURAPP). En étroite collaboration avec Florence Gallemand, ingénieure d'études en sciences politiques, nous avons pensé ce cycle comme une production réflexive et collective. Le but n'était pas d'apprendre à évaluer mais d'interroger les façons dont les professionnels peuvent se saisir de l'évaluation pour se donner les moyens de penser ce qui est à l'œuvre dans l'action.



*Florence Gallemand, ingénieure d'études en sciences politiques, et Emmanuelle Besançon, chargée de mission à l'Institut Jean-Baptiste-Godin
Séminaire « évaluation participative en politique de la ville », 26 janvier 2015 à Amiens*

Rencontres associatives

Les rencontres associatives que nous proposons chaque année sont un moment privilégié pour l'équipe, ce sont toujours de belles occasions pour rencontrer de nouveaux acteurs. Début 2015, la réforme de la politique de la ville était parfois difficilement lisible sur les territoires. L'EPI a ainsi proposé aux acteurs associatifs picards quatre rencontres, dans les trois départements, permettant d'expliquer la réforme, les contrats de ville, les conseils citoyens et les fonds européens.

Outre le temps de présentation, nous avons saisi cette opportunité pour échanger et débattre autour des problématiques que rencontrent les acteurs associatifs.

Formation sur l'interculturalité

Forts du lien que nous avons toujours su privilégier entre la politique de la ville et « l'intégration », nous avons proposé, au cours des dernières années, deux cycles de formation autour de l'interculturalité.

Un premier cycle intitulé « accueil et accompagnement des nouveaux arrivants et démarche interculturelle » a été organisé, à Amiens, en mars 2015, en collaboration avec le Conseil en formation sur les relations interculturelles et les migrations (COFRIMI). Une seconde formation, « accueil des publics et interculturalité, la fabrique d'un usager idéal », s'est déroulée en février 2016 à Beauvais et a été animée par Nashia Aboubeker, ethnosociologue. Ces temps de formation ont permis de réfléchir aux concepts d'intégration et à la posture des professionnels dans ce processus.

La participation des habitants

L'un des grands changements induits par la réforme de la politique de la ville est l'obligation d'incorporer les habitants à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des contrats de ville. Ainsi, l'EPI a souhaité faire de cette thématique un fil rouge au cours de l'année 2015.

Sous différentes formes, nous avons proposé aux acteurs un accompagnement diversifié. Ceci a permis à un grand nombre de professionnels et bénévoles de trouver des outils et des ressources pour favoriser une meilleure prise en considération et une plus grande lisibilité des conseils citoyens en Picardie.

- Lors du premier semestre 2015, les contrats de ville étaient en cours d'élaboration. L'obligation de mettre en place des conseils citoyens était clairement affichée. Ainsi, entre janvier et mars 2015, nous avons proposé un cycle de qualification régional intitulé « participation des habitants : réinterroger la dimension sociale des projets en politique de la ville ».

- En mai 2015, nous avons proposé une journée d'échanges sur la participation des habitants, en partenariat avec le CURAPP. L'objectif de cette journée était d'échanger avec les professionnels, les universitaires et les partenaires associatifs afin de nourrir des pistes de réflexion.

- Dans un troisième temps, à la fin du mois de mai 2015, l'EPI a été sollicité par plusieurs communes pour organiser un cycle d'accompagne-

ment aux conseils citoyens. Nous nous sommes rapprochés pour cela de l'association La boîte sans projet, spécialiste des démarches participatives.

Cycle de réflexion « associations et quartiers populaires »

À en juger par les dizaines de milliers d'actions qu'elles développent chaque année dans les quartiers prioritaires, les associations occupent une place fondamentale au sein de la politique de la ville. Mais au-delà des contraintes budgétaires, elles sont aujourd'hui confrontées à des défis multiples : quelle place dans l'action publique locale ? Quelle capacité à exprimer les demandes sociales des habitants ? Comment préserver leur indépendance ? Comment entreprendre autrement ? Telles étaient les interrogations principales d'un cycle régional de réflexion organisé entre mars et juin 2016. Animé par Thomas Kirsbaum, chercheur associé à l'Institut des sciences sociales du politique, ce croisement entre expertise et témoignages d'acteurs était l'occasion d'identifier la complexité des enjeux auxquels sont confrontées les associations, tant vis-à-vis de leur environnement institutionnel qu'au sein même du tissu associatif local. Nous avons apporté des clés permettant à tous les acteurs de mieux travailler ensemble pour et, surtout, avec les habitants des quartiers populaires. Organisées avec le soutien de la Caisse des dépôts et consignations, ces rencontres donnent lieu à une publication lors du second semestre 2016.

Axe 2 : capitalisation et diffusion d'informations

Cet axe de travail consiste à rendre disponibles l'information et les connaissances auprès des associations, des agents des collectivités territoriales, des services déconcentrés de l'État, des organismes publics et privés de la région. C'est en améliorant l'accès à l'information et à la connaissance que l'EPI peut venir en appui aux professionnels intervenant dans les quartiers prioritaires et renforcer ainsi, à l'échelle régionale, la fonction d'ingénierie de projet propre à enrayer ou prévenir les processus de ségrégation sociospatiale.

Espaces d'échanges sur les conséquences de la rénovation urbaine

Au cours du premier semestre 2015, deux espaces de rencontres et de débats ont été organisés autour des effets de la rénovation urbaine sur la politique plus globale de la ville.

L'après-midi du 10 février 2015, à Amiens, Fabrice Peigney, chargé de l'évaluation au CGET, et Damien Kacza, chargé de mission au CGET, sont venus questionner les bénéficiaires éventuels des politiques de peuplement sur la rénovation urbaine.

Le 16 avril 2015, à Creil, ce sont les effets de la rénovation urbaine sur les habitants qui étaient au cœur de nos réflexions, avec les mêmes interlocuteurs, accompagnés cette fois-ci de Michel Bonetti, chercheur consultant. L'objectif était de proposer un appui méthodologique et

intellectuel aux acteurs qui doivent mettre en place les conseils citoyens.
Ces deux collaborations avec le comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU étaient l'occasion de répondre aux sollicitations des bailleurs sociaux.

Troisième rapport biennal

En collaboration avec le Centre social Georges-Brassens de Creil, l'EPI a participé à l'élaboration du 3^e rapport biennal national des quartiers en politique de la ville (publication fin 2016). Cette initiative de la Fédération des centres sociaux de France et de l'association Question de ville (association des directeurs de centres de ressources politique de la ville) mobilise une vingtaine de structures et vise à donner la parole aux habitants des quartiers prioritaires. Pour mémoire, le premier rapport, *On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités*, préfacé par le ministre de la Ville, a permis de faire entendre la parole des habitants lors des réunions sur la réforme de la politique de la ville en 2012. Pour le second, *Ils ne savent pas ce qu'on pense*, c'est la parole des jeunes qui a été portée au ministre de la Jeunesse et des Sports et à la secrétaire d'État chargée de la Politique de la ville en 2014. Le troisième rapport propose de montrer combien ces quartiers, au-delà de leur image, sont aussi riches de ressources – institutionnelles ou plus anonymes, d'habitants ou d'associations – qui permettent et ont permis des « réussites ».

Paroles libres

TABLE DE QUARTIER : EXPÉRIMENTATION À ÉTOUVIE (AMIENS)

Romain Ladent

Président de l'association La boîte sans projet

Initiée au Québec dans les années 1960, la démarche des tables de quartier a été mise en lumière en France par le rapport sur la politique de la ville dit « rapport Bacqué-Mechmache¹ ». Ce rapport prenait les tables de quartier comme exemple à suivre dans l'objectif de « soutenir la création d'espaces citoyens et les reconnaître ». Le ministère de la Ville, en lien avec la Fédération nationale des centres sociaux, expérimente cette démarche participative dans les quartiers de Marseille, Toulon, Amiens, Tourcoing, Montpellier, Nîmes, Mulhouse, Roubaix, Fort-de-France et Rennes. L'objectif général est de permettre aux participant-e-s d'agir directement sur leur quartier est d'être force de proposition concrète auprès des pouvoirs publics (services déconcentrés de l'État, collectivités territoriales...). Les tables de quartier sont donc des espaces citoyens qui réunissent associations et collectifs d'habitant-e-s organisés à l'échelle du quartier.

Cet espace est destiné à l'expression de ceux qui agissent au quotidien dans les champs de l'intégration et des politiques urbaines. N'hésitez pas à nous faire parvenir votre contribution. La rédaction se réserve le choix des textes publiés. Les propos qui y sont tenus n'engagent que leurs auteurs.

Ce sont des lieux de débats et d'actions collectives dont l'objectif est l'amélioration des conditions de vie dans le quartier, par le biais de campagnes menées sur les enjeux, préoccupations et envies d'agir des habitant-e-s.

Par moments perçues comme un contre-pouvoir, ces tables de quartier agissent pour l'intérêt général des habitant-e-s d'un quartier.

Trop souvent ce contre-pouvoir pourrait être interprété comme subversif, trop politique, trop engageant, trop militant.

Dans leur ouvrage *Du contre-pouvoir*, Miguel Benasayag² et Diego Sztulwark³ considèrent que le pouvoir institutionnel, l'État, les collectivités territoriales ont un rôle de gestionnaires qui constatent surtout ce qu'ils ne peuvent pas faire en se confrontant au réel.

Pour eux « le politique », c'est-à-dire la capacité à imaginer le monde demain, est tenu par les contre-pouvoirs. Ces derniers ont un rôle fondamental, par le biais d'actions militantes (« le militantisme situationnel »), dans l'évolution des aspirations de la société.

Au niveau d'Amiens et particulièrement sur le quartier d'Étouvie, c'est l'association La boîte sans projet qui accompagne cette démarche avec les habitant-e-s, les adhérent-e-s du Centre social et culturel d'Étouvie et des représentant-e-s d'autres associations.



Thomas Kirszbaum, chercheur associé à l'Institut des sciences sociales du politique - enseignant au département de science politique de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense et Alain Merckaert, président de l'EPI
Cycle de réflexion « associations et quartiers populaires », 23 février 2016 à Amiens

INTERSENS – villes et territoires, diversités et égalités en Picardie – est édité par l'Espace picard pour l'intégration (EPI) et la Licorne.

EPI : 21 rue de Sully, espace 22, 80000 Amiens. Tél. 03 22 91 92 38.

Fax 09 82 63 44 26. epi.crpv@gmail.com - www.epi-centre.org

Licorne : 10 rue Victor-Duvauchelle, 80000 Amiens. Tél. 03 22 91 55 24.

editions.licorne@wanadoo.fr

Ont collaboré à ce numéro : Soizic Cayer, Anne Dechoz, Maria-Isabel Dos Santos, Alain Merckaert, Nelly Salé, Georges Vétrino.

Merci à toutes les personnes qui nous ont donné des informations.

Photos fournies par les producteurs des articles.

Directeurs de publication : Maria-Isabel Dos Santos, Alain Merckaert.

Impression : Imprimerie moderne de Bayeux.

Trimestriel. Dépôt légal à parution.

ISSN : 2101-910x

Réalisé avec le soutien de la préfecture de la région Hauts-de-France/SGAR, du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)/direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale des Hauts-de-France (DRJSCS).



Le CSC a obtenu un financement du CGET⁴ (Commissariat général à l'égalité des territoires) pour l'accompagnement de cette expérimentation. L'association La boîte sans projet (www.boite-sans-projet.org) partage ses réflexions et s'appuie sur les travaux et expérimentations de Saul David Alinsky, qui est un écrivain et sociologue américain considéré comme le fondateur du groupement d'organisateur de communauté (*community organizing*).

C'est ainsi que, depuis un an, notre association anime des ateliers et des formations à destination d'une quinzaine de personnes du quartier d'Étouvie.

Ces personnes se font la voix auprès des autres habitant-e-s, des partenaires par leurs prises de parole sur des sujets qui les préoccupent : la sécurité dans leur quartier, l'implantation d'un centre commercial, la baisse des financements associatifs, le fonctionnement des conseils citoyens, le contrat de ville comme injonction à une réelle participation des habitant-e-s...

Quelques exemples de contenus abordés tout au long de cet accompagnement : le décryptage de la politique de la ville (histoire, dispositifs...); savoir comprendre et analyser son quartier ; prendre la parole en public ; animer une réunion de manière participative ; intervenir dans l'espace public et/ou dans des espaces formels et savoir communiquer...

Cette formation permet régulièrement de faire des allers-retours entre les contenus théoriques et la mise en place pratique, c'est ainsi que depuis le début de l'année 2016, des volontaires du groupe coaniment des temps de formation. Et pour conclure la première étape de cette expérimentation, les participant-e-s ont préparé et animé le 19 mars dernier l'assemblée générale du CSC Étouvie en utilisant tous les contenus et techniques abordés pendant cette première année.

Redonner une parole véritable aux habitant-e-s, n'est-ce pas le début du contre-pouvoir ?

1. Pour une réforme radicale de la politique de la ville - Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires, <http://www.ville.gouv.fr/?pour-une-reforme-radical-de-la>

2. Miguel Benasayag, né à Buenos Aires en 1953, est un philosophe, psychanalyste, chercheur en épistémologie et ancien résistant guevariste franco-argentin. Il est proche du courant libertaire.

3. Diego Sztulwark, enseignant de philosophie à l'Universidad nacional de Buenos Aires, est l'un des animateurs du groupe « El Mate », qui fédère en Argentine des défenseurs des droits de l'homme et des militants radicaux de la société civile.

4. Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) conseille et appuie le gouvernement dans la conception et la mise en œuvre des politiques de lutte contre les inégalités territoriales et le développement des capacités des territoires. Rattaché au Premier ministre, il assure le suivi et la coordination interministérielle de ces politiques. <http://www.cget.gouv.fr/>

MÉMOIRES D'ICI POUR LÀ-BAS

Karim Saïdi, déjà auteur d'une *Histoire des Kabyles et de la Kabylie pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, a écrit un nouvel ouvrage centré sur les parcours d'immigrés saint-quentinois intitulé *Mémoires d'ici pour là-bas*. Ces mémoires, ils souhaitent les partager, pour leurs enfants, pour leurs familles, pour ceux de « là-bas » comme pour ceux « d'ici », pour que notre monde écoute leurs paroles gorgées de sincérité. Ils font aussi œuvre de lutte contre les fantômes et les contrevérités. Entretien réalisé par Assma Talbioui.

Pourquoi écrire ce livre ?

L'idée d'écrire ce livre remonte à il y a quelques années à la suite d'une conférence sur le thème de l'immigration que j'avais animée avec Alain Merckaert à Saint-Quentin. Je m'étais aperçu qu'il n'y avait aucun ouvrage traitant de l'histoire de l'immigration à Saint-Quentin et donc, après quelques mois de réflexion, je me suis dit : pourquoi pas ? Pourquoi ne pas écrire cette histoire de l'immigration dans cette ville ? J'avais déjà été l'auteur d'ouvrages historiques, notamment d'un livre qui traitait de l'histoire des Kabyles et de la Kabylie pendant la guerre d'Algérie, mais, en fait, pour ce travail, je n'avais pas envie d'écrire un livre forcément historique, un livre purement d'histoire, donc je suis parti sur l'idée suivante : raconter l'histoire de l'immigration à Saint-Quentin à travers des portraits d'hommes et de femmes qui ont fait cette immigration, toutes nationalités confondues, toutes générations confondues.

Pour ce faire j'ai adopté une double démarche, à la fois historique et sociologique : historique, où j'ai effectué des recherches pour raconter les diverses immigrations qui se sont suivies à Saint-Quentin, du milieu du XIX^e siècle jusqu'à nos jours ; et sociologique à travers les portraits des personnes. J'ai interrogé des personnes selon les critères suivants : homme ou femme issu de l'immigration avec comme condition soit d'avoir séjourné à Saint-Quentin soit d'avoir habité à Saint-Quentin. Et bien sûr d'être de nationalité étrangère ou alors d'être français avec une origine étrangère, voilà mes critères sociologiques.

différents les uns des autres, les motivations pour venir à Saint-Quentin ne sont pas les mêmes, elles sont essentiellement économiques mais elles sont aussi liées au droit d'asile. Chaque parcours à sa spécificité.

L'autre enseignement que j'ai tiré de cette étude c'est que, quels que soient les parcours, l'écrasante majorité des personnes ne regrette rien ! Lorsque je leur posais la dernière question : « Avez-vous des regrets... et si c'était à refaire ? », l'écrasante majorité m'a répondu qu'elle n'avait aucun regret, ce qui est d'ailleurs positif.

Saint-Quentin est-elle une ville à part en matière d'immigration ?

Pas vraiment, ce n'est pas une ville à part en matière d'immigration puisque, je le cite d'après les statistiques de l'INSEE, le taux d'immigration à Saint-Quentin est relativement faible : il y est de 4,5 % alors que la moyenne nationale est de 9 %. Donc il y a deux fois moins d'immigrés à Saint-Quentin qu'en moyenne nationale, c'est là la première caractéristique.

La seconde caractéristique, en ce qui concerne l'immigration à Saint-Quentin, c'est qu'elle est aussi plus faible que celle de la Picardie. Par exemple il y a un habitant sur cinq qui est immigré à Creil, un sur dix à Compiègne ; et donc seulement un sur vingt à Saint-Quentin. Je balaye ainsi une première idée reçue qui consiste à dire qu'il y a un fort taux d'immigration à Saint-Quentin, les chiffres démontrent le contraire. Ensuite on assiste de plus en plus à une immigration de savoir, à une immigration de personnes qui ont un niveau d'études assez élevé.

J'ai recensé au total treize nationalités : la première communauté est portugaise, la seconde marocaine et la troisième algérienne. Viennent ensuite les Sénégalais et les Turcs. D'une manière globale toutes ces populations se sont bien intégrées à la ville bien qu'elles ne se mélangent pas toujours. À titre d'exemple, la communauté sénégalaise a sa propre mosquée, alors que la communauté algérienne et marocaine a également sa propre mosquée, ce qui quand même dénote une certaine séparation, y compris sur la question, ô combien symbolique, religieuse.

Lors de vos rencontres, qu'est-ce qui vous a le plus touché ?

Beaucoup de portraits m'ont touché, notamment celui du monsieur le plus âgé, à l'époque 93 ans. Ce monsieur qui est venu de Mauritanie m'a raconté une série d'anecdotes, et notamment qu'il avait eu le plaisir de rencontrer le général de Gaulle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Ou encore l'histoire de ce jeune Géorgien venu en France pour fuir la violence à l'âge de 10 ans et qui, lorsqu'il a été scolarisé, subissait des discriminations. Il a dû se battre pour réussir et, aujourd'hui, ce jeune homme est devenu avocat au barreau de Lille, ce qui est une très belle réussite. Il y a bien sûr beaucoup d'autres anecdotes et j'invite les lecteurs à les découvrir en lisant mon livre.

SAINT-LUCIEN RACONTE SAINT-LUCIEN

Abdelmajid Benbouha, chargé de mission politique de la ville à Beauvais

Sous la houlette du service politique de la ville de la ville de Beauvais, *Saint-Lucien raconte Saint-Lucien* a démarré en septembre 2014. L'objectif du projet, qui se décline en différentes actions, est de valoriser l'histoire du quartier St-Lucien, la vie des habitants et favoriser l'échange intergénérationnel.

Le projet est né d'un échange avec les habitants lors d'un café-discussion de proximité – les habitants s'interrogeaient sur l'existence ou non d'une piscine sur le quartier.

Nous avons souhaité mettre en place un travail autour de la mémoire pour « découvrir » l'histoire du quartier Saint-Lucien et établir des recherches sur une éventuelle existence de la piscine.

Sur la base du volontariat un groupe de dix personnes s'est constitué.

La Coordination Saint-Lucien a impulsé et financé la mise en place de l'action, en créant du lien entre les habitants, la médiathèque et un artiste.

La démarche a permis de fidéliser des habitants qui se sont portés volontaires lors de l'installation du conseil citoyen du quartier Saint-Lucien. Aujourd'hui, des jeux sont mis à disposition des habitants par le biais de structures relais, à savoir la médiathèque, la maison de quartier, l'ALSH Cœur de mômes.

Ils peuvent être empruntés par les habitants, mais également par les associations mettant en place des animations.

La participation des habitants s'est déclinée en quatre phases

1. L'organisation d'une balade urbaine le 20 septembre 2014 dans le cadre des journées du patrimoine

Avec le concours du service ville d'art et d'histoire, les habitants ont pu évoquer les souvenirs en s'arrêtant aux endroits représentant une histoire particulière. L'expertise de Marie Ansart, chargée de mission patrimoine à la ville de Beauvais, a permis de revenir sur l'histoire du quartier Saint-Lucien dans sa globalité.



L'activité a réuni vingt-deux habitants et a ainsi procédé au lancement du projet qui s'est poursuivi sous forme de temps d'expression et d'ateliers.

2. La participation à des ateliers d'expression autour d'histoires d'habitants

Sous l'animation de Cédric Bonfils, écrivain et conteur, douze habitants ont pu s'exprimer sur

leurs histoires de vie et sur la vie de quartier. L'objectif était de partager et de recenser certains souvenirs qui ont marqué le quartier.

3. La présentation des histoires d'habitants sous forme d'un spectacle conte dans le cadre de la nuit du conte le 10 avril 2015

À partir des différents temps de rencontre avec les habitants et de l'ensemble des témoignages de vie, le 10 avril 2015 un spectacle conte a été animé par Cédric Bonfils et d'autres intervenants en théâtre. Cette soirée a rencontré un franc succès auprès du public et des partenaires.

4. Des ateliers de création de jeux avec le centre de loisirs et des habitants, en partenariat avec la médiathèque, de février à avril 2015

À travers six séances d'expression orale, d'écriture et de création de jeux, l'atelier « mémoire en jeu » a conduit le groupe à découvrir de façon ludique l'histoire du quartier.



Témoignage de Joachim Wattelin et de Mona Aneg

Joachim Wattelin – un habitant de Beauvais depuis de longues années, très actif sur le quartier – et Mona Aneg – Beauvaisienne d'origine – ont participé activement au projet Saint-Lucien raconte Saint-Lucien et apportent leur témoignage

« Par le biais de rencontres entre les habitants et Cédric nous avons pu constater que beaucoup de personnes connaissaient très bien le quartier, depuis sa construction jusqu'à aujourd'hui.

À travers des discussions communes, nous avons tous apporté les bases pour commencer l'écriture de cette mémoire.

Cédric a procédé à des entretiens individuels où nous avons raconté notre vision et notre histoire sur le quartier.

Nous étions présents à la nuit du conte et à travers le spectacle nous nous sommes retrouvés dans les propos tenus ce soir-là.

Étant des inconditionnels de la médiathèque St-Lucien, Anabella, la responsable de la médiathèque, nous a proposé de participer à la création des jeux St-Lucien afin de pouvoir mettre des mots sur la vision du quartier qu'ont les enfants.

Cela a permis de créer ces jeux et aussi d'avoir le plaisir de faire ces ateliers avec des enfants super constructifs.

Aujourd'hui nous continuons à chercher les anecdotes qui font que le quartier est ce qu'il est. Nous sommes en contact avec l'association Archipop afin de continuer le travail sur cette mémoire. »

Grâce au savoir-faire de Cédric Bonfils et de la médiathèque, le groupe a réalisé des jeux de société à dominante intergénérationnelle. Trois jeux ont pu être réalisés à savoir :

- Saint-Lucien mémo (*Memory*) ;
- Saint-Lucien chrono (adaptation du *Times'up*) ;
- Saint-Lucien presto (jeu de plateau avec devinettes).

Les partenaires du projet

Le service politique de la ville de Beauvais, la médiathèque St-Lucien, le service culturel (ville d'art et d'histoire), le service enfance (ALSH Cœur de mômes), la FNATH, la SA HLM Picardie habitat et des habitants du quartier.

Perspectives

En préfiguration de la rénovation urbaine le projet continue. Ceci dans la collecte de documents, de photos, de textes. Nous réfléchissons, avec l'association Archipop, à accompagner un travail autour de la mémoire collective et des mémoires partagées.

Dossier

Les échanges interculturels

Ce dossier est constitué d'extraits du livre *Pour une éducation à la diversité culturelle*, coordonné par Jean-Pierre Loubet.

Si les auteurs de cet ouvrage s'attachent à montrer les enjeux de l'organisation d'échanges internationaux pour les jeunes, leur publication va bien au-delà.

D'un côté, ils varient les points de vue et développent des réflexions tant dans le champ éducatif que dans ceux des mutations sociales, de la culture ou encore de la citoyenneté.

D'un autre côté, ils fournissent ici un véritable manuel pour ceux qui veulent mettre en place de telles activités, en proposant les expériences d'organiseurs, de réseaux, tout comme de centres de ressources.

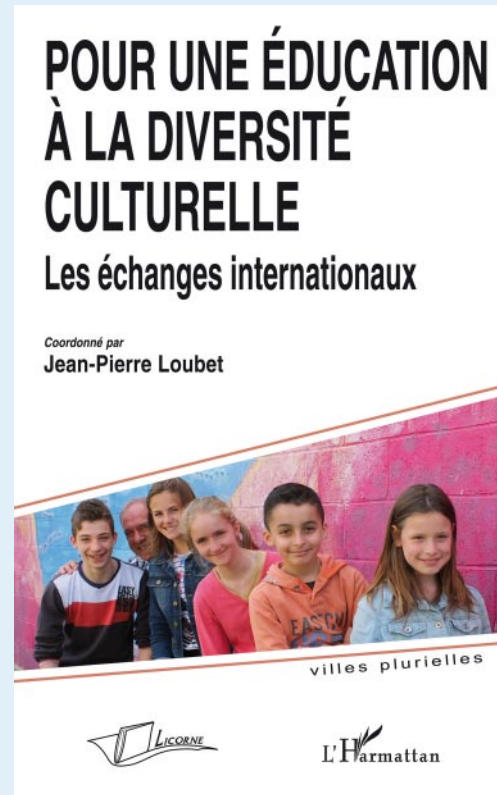
Ils livrent ainsi, tant aux animateurs et aux responsables d'initiatives qu'à leurs partenaires, des textes qui permettent de mieux appréhender l'environnement des interventions et qui constituent également des outils pour l'action.

Coordination de l'ouvrage : Jean-Pierre Loubet

Professeur de lettres, il a enseigné au Cameroun et au Maroc avant de revenir en France. Il a été formateur au CASNAV -rectorat de l'académie d'Amiens en charge du dossier « éducation à la diversité et échanges méditerranéens ». Président fondateur de l'association franco-marocaine La rose du Dadès, il est référent national « interculturel » pour le réseau des écoles associées de l'UNESCO. Il intervient pour diverses institutions, en France et au Maroc, afin de former des enseignants à la pédagogie des échanges et à l'éducation interculturelle. Il organise également des rencontres d'artistes par-delà les frontières.*

Avec les contributions de : Nathalie Barbason, Mostapha Benali, Maryvonne Cassan, Florence Cesbron, Jérôme Dewasch, Béatrice Dupoux, Éric Favey, Sophie Herve, Claude Lasnel, Danielle Lavollée, Isabelle Merlo, Youssef Nait Belaid, Jean-Claude Renoult, Ahmed Rifki, Anne Rothschild, Fériel Saadi.

* CASNAV : centre académique pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs.



En librairie, 192 pages, 2015, 15 euros
ISBN : 978-2-910449-45-2
Édition Licorne, diffusion L'Harmattan

ENJEUX DE L'ARTICULATION ENTRE ÉDUCATION ET CULTURE

Éric Favey, secrétaire général adjoint de la Ligue de l'enseignement

Jean-Pierre Vernant disait que, pour être soi, il faut se projeter vers ce qui est étranger, se prolonger dans et par lui. Demeurer encloué dans son identité, c'est se perdre et cesser d'être. On se connaît, on se construit par le contact, l'échange, le commerce avec l'autre. Entre les rives du même et de l'autre, l'homme est un pont. La Méditerranée représente aujourd'hui, pour répondre à l'invitation de Jean-Pierre Vernant, un cadre et un territoire, aux aspects intéressants, pour la France et pour tous les pays et civilisations qui l'environnent. La Méditerranée est en nous, pas seulement par les immigrations récentes, qui ont contribué à constituer la France, mais aussi parce que la France est le produit des apports multiples et croisés du Sud et du Nord. Elle est donc constitutive de notre identité collective ; elle fut également – et il faut le dire sans naïveté – le théâtre des pires tentations totalitaires, en même temps que le porteur de liberté et de circulation des idées. Une partie de notre culture vient des idées démocratiques qui ont circulé sur le pourtour méditerranéen, et nous savons tous la place que Maïmonide, Averroès et Avicenne ont occupée dans la diffusion des idées démocratiques au cœur du bassin méditerranéen. En revanche, il faut prendre garde à ne pas s'enfermer, dans un contexte planétaire

inédit où la question démocratique est au cœur du contrat social et de la possibilité d'une vie commune à l'échelle de la terre-patrie, à ne pas s'enfermer, dis-je, dans une dimension trop aut centrée de la démocratie et de la construction des libertés individuelles et collectives. La Méditerranée est aussi un pont vers l'Asie et vers l'Afrique, qui nous enseignent toutes deux que d'autres formes de démocratie ont existé aussi et sont nées dans d'autres régions du monde.

LES ÉCHANGES INTERCULTURELS MÉDITERRANÉENS ET LEUR PARTICIPATION À L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE CITOYENNETÉ

Claude Lasnel, fondateur de la Mission pour le développement des échanges méditerranéens (aujourd'hui décédé)
Avec la collaboration de Jean-Pierre Loubet

Intérêts des échanges interculturels méditerranéens

Tout d'abord, les échanges franco-méditerranéens, comme tout échange, témoignent de l'intérêt majeur habituellement reconnu à ce

type de projets ; la rencontre de l'autre permet une meilleure compréhension, une communication plus aisée et détermine des attitudes plus positives à son égard, ainsi qu'une réflexion sur soi-même et sur son propre environnement.

Mais, de plus, ces rencontres sont particulièrement appréciables dans une société où les préjugés culturels et/ou racistes sont encore trop présents ; les évaluations de ces échanges en démontrent l'intérêt pour les publics européens, quels que soient les âges, les origines, les activités professionnelles ou les lieux de vie. En effet, dans la situation actuelle où les tendances de fractures sociales apparaissent, il y a là un élément de reconstitution du lien social. Tous les « acteurs » de ces échanges affirment avoir assisté à de réelles modifications des comportements.

[...]

Cet élargissement du réseau social est tout à fait essentiel pour chaque participant puisqu'il lui apporte une nouvelle image des autres, mais aussi de lui-même par un mouvement personnel à l'intérieur de ses réseaux. Ses découvertes le font adhérer à des valeurs sociales qu'il va pouvoir faire connaître et retrouver, au retour du séjour à l'étranger, par une attention plus grande et une solidarité avec ces mêmes communautés, immigrées en France cette fois. Au niveau de la vie quotidienne, cela se traduit souvent par de nouveaux engagements sociaux et politiques, porteurs de nouvelle citoyenneté, et par un décloisonnement indispensable sur le plan institutionnel.

[...]

C'est alors qu'une autre forme de dialogue, pour un autre mode de relation et de communication, peut s'installer, où s'estomperont les antagonismes historiques, sociaux et médiatiques, souvent basés sur la méconnaissance de l'autre et de sa culture. Dans un monde inégal, dominé par le modèle occidental, l'entité méditerranéenne, redécouverte et réappropriée, ainsi que les pratiques d'échanges peuvent constituer une « brèche », une réponse originale et efficace.

Dans ce sens, je vous propose ces quelques lignes extraites du rapport du professeur marocain Boubker Benomar, responsable d'un échange d'enseignants mené entre les académies de Lyon et de Rabat.

« Ce simple constat nous conduit à une dimension fondamentale de l'interculturel et de l'échange-recherche-action qui en constitue la mise en œuvre méthodologique ; c'est par le vécu réfléchi (et non par la réflexion sur le vécu) que l'on peut agir sur la représentation de l'autre dans le sens d'une plus grande tolérance. Plus rigoureusement parlant, ce ne sont pas les idées seules qui peuvent contenir les passions, mais c'est sur le registre affectif et l'implication de soi que chacun trouvera les ressources nécessaires à la nécessaire promotion interculturelle des communautés et des individus. »

[...]

Intérêts particuliers pour les jeunes issus des immigrations

Les problèmes liés à l'immigration sont, quant à eux, abordés dans un contexte de surprise et de rupture (déplacement loin du quartier, repère géographique habituel ; gestion autonome du projet ; et – pourquoi pas – participation à des actions de solidarité et de don avec les pays d'origine), de façon globale, non spécifique, même si le fait que ces projets se déroulent avec les pays d'émigration participe tout spécialement de la revalorisation personnelle et de la « re-narcissisation » des enfants de migrants. Ici encore, la « fonction miroir » de l'immigration joue « à plein » : la pratique de vrais échanges peut favoriser, pour les jeunes exclus de toutes origines, la création d'une nouvelle citoyenneté faite de remobilisation individuelle à travers les liens très forts qui se nouent alors autour des objectifs du groupe, dans un cadre associatif euroméditerranéen ; enjeux individuels et sociaux d'autant plus importants que les jeunes issus des immigrations peuvent trouver, dans ces rencontres, des moments exceptionnels de « reconnaissance » identitaire.

[...]

Si les échanges avec les pays de leurs parents peuvent leur permettre « d'y voir plus clair », c'est aussi, pour eux, une occasion de positionnement social valorisant – leur intérêt retrouvé et leurs connaissances des pays du Sud –, pouvant les transformer en nouveaux intermédiaires sociaux et culturels particulièrement efficaces, participant au mouvement de reconstruction de la société civile (en Europe et chez nos partenaires).

LE RÉSEAU DES ÉCOLES ASSOCIÉES DE L'UNESCO, UN INSTRUMENT POUR L'ÉDUCATION AU DIALOGUE ET À LA DIVERSITÉ CULTURELLE

Béatrice Dupoux, coordonnatrice nationale du réseau des écoles associées de l'UNESCO

Le réSEAU (système des écoles associées de l'UNESCO)

Créé en 1953, peu après la fondation de l'Organisation, ce réseau international a pour objet de servir de laboratoire pour l'étude, l'expérimentation et l'intensification de nouvelles pratiques éducatives renforçant les dimensions humaniste, éthique et internationale de l'éducation. Il s'attache à traduire les principes et les priorités de l'UNESCO en approches et en résultats concrets de l'apprentissage, en s'appuyant sur les quatre piliers de l'apprentissage pour le XXI^e siècle : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre ensemble.

Les établissements scolaires qui reçoivent le label « écoles associées à l'UNESCO » s'engagent à concevoir et mettre en œuvre chaque année une diversité d'actions éducatives pluridisciplinaires, à visée fréquemment internationale, qui contribuent à construire les connaissances et attitudes nécessaires à l'exercice d'une citoyenneté mondiale consciente et responsable.

Les projets permettent d'éduquer :

- au dialogue interculturel ;
- à la paix et aux droits de l'homme ;
- au développement durable ;
- aux patrimoines ;
- à la solidarité internationale.

Ils s'inscrivent également dans les quatre champs choisis par l'UNESCO pour développer une culture de la paix : éducation, sciences, culture et communication-information.

Début 2015, le réseau mondial compte environ 10 000 établissements diversifiés (préscolaire, primaire, secondaire, instituts de formation d'enseignants), implantés dans 181 pays. Ancrés dans les systèmes éducatifs nationaux ils inscrivent dans leur politique d'établissement des axes prioritaires cohérents avec la stratégie de l'UNESCO. Chaque réseau est coordonné nationalement.

Appartenir au réSEAU facilite le développement d'une coopération internationale entre établissements partageant des valeurs communes puisque la coordination internationale lance régulièrement des « projets phares » et des partenariats autour de thématiques partagées par plusieurs pays. Le projet *Sandwatch* par exemple, lancé pour les élèves et les enseignants des écoles primaires et secondaires, cherche à sensibiliser à la fragilité de l'environnement marin et côtier et à la nécessité d'en user avec sagesse. Les jeunes évaluent les problèmes et les conflits auxquels sont confrontés les environnements de leurs plages et élaborent des actions visant à remédier à ces difficultés.

[...]

En participant aux actions du réSEAU, les élèves développent esprit d'équipe et de solidarité, ouverture à d'autres cultures et respect des différences. Ils acquièrent la capacité à mener des recherches avec une réflexion critique et font preuve d'adaptation, de souplesse d'esprit, de créativité et d'aptitude à apprendre tout au long de la vie. La mobilisation des acquis dans des tâches et des situations réelles, à l'école et hors l'école, favorise la construction d'un citoyen qui souhaite prendre part aux évolutions de la société dans laquelle il vit, qui est en mesure de s'impliquer concrètement dans la protection de la planète et qui du « vivre ensemble » passe au « faire ensemble ».

[...]

Le réSEAU français

Il compte environ 180 établissements. La grande diversité géographique (métropole et DOM-TOM) et la variété des profils (écoles maternelles et primaires, collèges – avec SEGPA ou UPI –, lycées généraux, professionnels ou agricoles, établissements en milieu rural et urbain, établissements de banlieue, établissements publics, privés sous contrat...) rendent l'expé-

rience du réSEAU, en matière de montage de projets partenariaux et innovants, tout à fait singulière.

Le développement de partenariats avec des acteurs de la société civile (parents d'élèves, associations), des collectivités locales, des entreprises est une priorité fixée par la commission nationale française pour l'UNESCO aux écoles du réSEAU ; c'est une façon de renforcer la cohérence des projets et la participation « en actes » des élèves, tout en favorisant la connaissance de l'action de l'UNESCO auprès des citoyens. [...]

Un exemple de projet : « Et si on parlait des eaux saumâtres ! », collèges Millevoye et Ponthieu d'Abbeville ; EDD, dialogue interculturel et démarche scientifique

(projet conçu et coordonné par Keltoum Piquard, enseignante ; EDD : éducation au développement durable)

Le projet a émergé d'un premier échange à distance reposant sur l'utilisation des TICE (technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement) mené en 2006-2007 entre les élèves de 6^e du collège Millevoye (Abbeville) et leurs correspondants marocains, dans le cadre des activités d'accompagnement à la scolarité : « L'eau dans une démarche interculturelle entre la France et le Maroc ».

La réussite de cette première étape a permis d'enrichir le travail collaboratif vers d'autres thématiques environnementales, devenant des « regards croisés sur l'environnement » et se déployant vers la rencontre effective des élèves, d'abord en France, puis au Maroc. Les « regards croisés » répondent à un double objectif :

- former « le citoyen du monde » par la découverte d'une autre culture et la démarche interculturelle ;
- former « l'écocitoyen » par l'éducation à l'environnement et au développement durable.

L'expérience se poursuit en 2010-2011 par une étude qui concrétise la démarche préconisée par l'UNESCO : diffuser une culture de la paix en développant des collaborations scientifiques.

« Et si on parlait des eaux saumâtres ! » concerne toujours les deux établissements français et marocain d'origine, mais s'ajoute un partenariat entre le collège Millevoye et le collège Ponthieu. Un autre partenaire « hors l'école » a rejoint le projet en tant que référent scientifique : la maison

RAMSAR de la baie de Somme (convention sur les zones humides d'importance internationale).

Le travail proposé est une étude comparative des eaux saumâtres de deux milieux géographiquement éloignés qui ont suscité l'intérêt et la curiosité des deux groupes en raison de leurs similitudes : l'embouchure de l'oued Massa de la région « Souss-Massa-Drâa » et l'embouchure du fleuve Somme de la région Picardie.

L'embouchure de l'oued, sujette au mouvement des marées, reste en eau toute l'année. C'est une eau saumâtre favorable au développement d'une chaîne alimentaire riche d'une multitude d'espèces animales où les oiseaux et les mammifères sont bien représentés. Cette embouchure est une halte migratoire et un lieu d'hivernage pour beaucoup d'oiseaux circulant entre l'Europe et l'Afrique via Gibraltar.

La Somme se jette dans la Manche par la baie de Somme entre Le Crotoy et Saint-Valéry-sur-Somme. La baie de Somme, qui inclut une réserve naturelle, est caractéristique des estuaires dits « picards », et présente un intérêt majeur aussi bien sur le plan ornithologique (escale de migrations importantes) que sur le plan des milieux et de leur flore associée.

Les élèves des deux pays s'engagent à collecter des données d'expérience sur les eaux saumâtres, à interpréter, échanger, analyser et comparer les résultats obtenus. C'est un vrai protocole scientifique qui est mis en place : recherches documentaires, sorties sur le terrain avec constats et diagnostics, prises de vues, visites de site techniques en présence de professionnels tels que l'Agence de l'eau Artois-Picardie, relevés de salinité étalés sur l'année, enquêtes auprès de la population locale, base de données pour le stockage des informations.

Le projet est planifié sur plusieurs années et comporte plusieurs volets :

- étude de la qualité physico-chimique des eaux saumâtres ;
- étude de la faune et de la flore des deux milieux ;
- étude des différents usages des eaux saumâtres par les humains.

Les classes s'engagent également à partager le fruit de leur coopération en organisant :

- une restitution des activités sous forme d'exposition de fin d'année dans chaque établissement ;
- une communication publique des résultats par le biais de la presse locale ;
- une campagne de sensibilisation avec des propositions d'action prenant en compte l'intérêt général.



*Callisté,
Kimberley,
Max, Maxime,
Olivier,
Perrine, élèves
du collège de
Marseille-en-
Beauvaisis, en
compagnie de
Jean-Pierre
Loubet, devant
une fresque
réalisée à
l'initiative de
Michèle
Emirikian-
James.*